QUELLES ELECTIONS EUROPEENNES ?

Les observateurs s'attendent à ce que les élections européennes de dimanche prochain se soldent par un taux record d'abstention. Ils n'ont pas tort de s'attacher à ce critère. Plus que les résultats eux-mêmes, c'est en effet la participation qui exprimera la vérité de la situation. Une forte abstention montrera l'indifférence des électeurs. Cette indifférence sera le signe d'une déception.

Pendant des années, l'Europe a représenté un grand espoir. Depuis l'adoption du traité de Maastricht en 1992, elle inspire plutôt l'inquiétude. Victime des lenteurs de la bureaucratie de Bruxelles et de l'absence d'unité de vues des pays membres, exclusivement préoccupée de concurrence commerciale et d'orthodoxie financière, elle s'est engagée dans un processus qui la condamne à terme à l'impuissance et à la paralysie. L'Europe politique est aujourd'hui totalement bloquée.

L'indifférence était déjà manifeste lorsqu'il y a quelques semaines l'Union européenne a accueillie de nouveaux Etats-membres en son sein. Quel contraste avec la chute du Mur de Berlin ! Lorsque le Mur était tombé, la joie était partout (« Wir sind ein Volk ! »). On parlait alors, non sans raison, de « réunification » — mais on aurait tout aussi bien pu parler d'élargissement, puisque la réunification s'est avant tout soldée par la disparition de la DDR au profit de l'Allemagne fédérale. Pour définir l'entrée dans l'Union européenne des nouveaux membres d'Europe centrale et orientale, on s'est au contraire borné à parler d'« élargissement » — alors qu'à certains égards c'était aussi une réunification. Les mots ne sont pas innocents.

Mais l'indifférence provient aussi des institutions européennes elles-mêmes, qui continuent de souffrir d'un extraordinaire déficit démocratique, et dont la « lisibilité » est à peu près nulle, puisque la vaste majorité des Européens sont incapables de dire ou de comprendre comment elles fonctionnent réellement.

On peut prendre deux exemples récents, très différents : le débat sur l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne et la décision sur les organismes génétiquement modifiés (OGM).

Le célèbre historien Jacques Le Goff disait récemment que la Turquie est à maintenir en dehors de l'Europe, non parce qu'elle est musulmane (la Bosnie et l'Albanie, tout en étant musulmanes, appartiennent incontestablement à l'Europe), mais parce qu'elle n'est pas européenne. Il

s’est notamment exprimé dans un entretien accordé à *Die Welt* (30 avril) : « La place de la Turquie n’est pas en Europe. Faire une exception en sa faveur constituerait un grave danger. Je ne dis pas cela pour des raisons religieuses, mais pour des raisons géographiques. L’Oural n’est pas une frontière, alors que le Bosphore en est une. La Turquie appartient à l’Orient ».

Le seul fait qu’il y ait aujourd’hui débat sur la candidature de la Turquie (que soutiennent avec force Silvio Berlusconi, Tony Blair et les Etats-Unis), montre qu’il y a déjà désaccord sur les frontières de l’Europe. Or, ce désaccord sur les frontières renvoie à un désaccord sur les finalités. La Turquie pourrait en effet très bien s’intégrer à une vaste zone de libre-échange, alors qu’elle ne saurait participer d’un projet de civilisation.

La décision prise le 19 mai dernier par la Commission de Bruxelles d’autoriser l’importation de certaines catégories de maïs transgénique destiné à la consommation humaine, est elle aussi révélatrice. Alors que les opinions publiques européennes se montrent majoritairement opposées aux OGM, les ministres européens, incapables de s’entendre sur cette question, ont préféré s’en remettre à la Commission, qui a visiblement pris sa décision en se préoccupant avant tout des plaintes que pourraient déposer les pays producteurs d’OGM pour « entrave au commerce » de leurs produits dans l’espace européen. Toute liberté a donc été laissée à des technocrates non élus pour qui les intérêts des consommateurs importent moins que ceux de l’*agrobusiness*, et la loi du commerce l’a emporté sur la volonté des peuples comme sur le principe de précaution. Comment expliquer après cela que la construction européenne protège de la globalisation ?

Les citoyens eux-mêmes n’ont pas eu leur mot à dire. Mais au vrai, ils n’ont été appelés à se prononcer par référendum sur aucun sujet-clé : ni sur le projet de Constitution, ni sur les OGM, ni sur la candidature de la Turquie, ni sur la réglementation de l’immigration. Les peuples européens sont les grands absents de la construction de l’Europe. C’est la cause première de leur indifférence.

Plutôt que de se tourner vers l’avenir, l’Europe préfère accumuler les commémorations du passé et réserver ses imprécations à des régimes totalitaires (heureusement) disparus depuis plus d’un demi-siècle. Ces jours derniers, elle célébrait la « libération de l’Europe » par les troupes américaines, après avoir eu l’indécence de convier à cette célébration le président George W. Bush dont les troupes sont aujourd’hui engagés en Irak dans un processus, non pas de libération, mais d’*occupation*. Elle a ainsi rendu hommage aux 10 000 soldats anglais, américains et canadiens tombés lors du Débarquement de juin 1944… en oubliant les 50 000 civils français, hommes, femmes et enfants, tués par les bombardements anglo-américains sur les villes normandes.

L’intervention américaine en Irak, dont chacun peut voir aujourd’hui les

résultats catastrophiques, n’en a pas moins catalysé des différences beaucoup plus profondes que de simples divergences diplomatiques. Pour la première fois depuis des décennies, elle a mis en question le fondement « atlantique » de l’unité occidentale. Mais le plus significatif est que cette mise en question a été le fait, non pas des Etats et des gouvernements, divisés comme à leur habitude, mais des citoyens eux-mêmes. Entre janvier et avril 2003, plus de 20 millions de personnes ont manifesté en Europe contre la guerre en Irak. Pour le politologue français Dominique Reynié, « la plus importante protestation planétaire jamais connue dans l’histoire a également signé l’acte de naissance d’une authentique opinion européenne ». Depuis cette date, l’Europe s’est découverte distincte des Etats-Unis. C’est un début de prise de conscience de son identité.

Dans son essai intitulé *Falls Europa erwacht*, Peter Sloterdijk écrit qu’après « que s’est desserré l’étau des deux superpuissances », les Européens, aujourd’hui confrontée à l’« idéologie du vide », doivent « réapprendre le texte de leur rôle dans le théâtre du monde » et « reconstruire eux-mêmes leur destin à neuf ». Il ajoute que « seul en sera capable un continent qui croit son imagination politique en mesure d’accomplir un geste historique et fondateur ». On en est encore loin.

Alain de Benoist